

**Doc. 1. Les inégalités accentuées par la pandémie.**

Tout autant que les failles du système de santé français, la pandémie du Covid-19 a mis en lumière les inégalités sociales et territoriales de notre pays. Les épidémies révèlent les inégalités tolérées en temps « normal » mais qui auront ont un impact délétère sur la santé d'une population si des mesures ne sont pas prises pour compenser ces injustices.

Une personne habitant dans un 19m2 avec quatre enfants dans une grande ville, n'aura pas vécu le même confinement qu'une personne profitant de sa grande maison à la campagne. Outre les problèmes sanitaires que la pandémie a pu provoquer, elle a aussi accentué les injustices que subissent les personnes immigrées, celles sans papiers, les hommes et femmes en situation de précarité et les familles sans accès à Internet. Il faudra alors, pour penser le monde qui vient, résoudre ces problèmes d'engorgement des villes, du retard scolaire de certains enfants dut au manque de moyens et palier le manque de solidarité pour celles et ceux qui ont perdu leur travail, n'ont pas de quoi se nourrir ou subissent une discrimination raciale au quotidien.

D'après « Dossier : Les inégalités accentuées par la pandémie », *The Conversation*, 3 juin 2020.

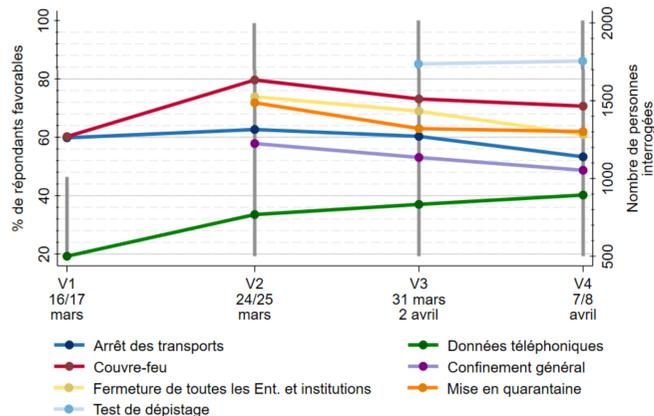
**Doc. 2. L'Etat et la pénurie de masques.**

Entre 2011 et 2014, au principe de précaution : stocker pour être sûr d'avoir en cas de crise, car c'est vital, l'Etat a substitué la logique : être sûr de ne pas trop stocker car c'est essentiel de ne pas dépenser plus qu'il ne faut. [...]

L'Etat s'est donc désarmé peu à peu, au risque de mettre en danger les citoyens, à commencer par les professionnels de santé non hospitaliers, tout aussi directement en contact avec les malades que leurs collègues des hôpitaux. [...] Les autorités placent aussi de nombreux travailleurs et leurs employeurs face à une injonction contradictoire : « nous vous demandons d'aller travailler » mais « nous ne pouvons pas vous fournir les moyens garantissant votre protection minimale ».

D'après « La France en pénurie de masques : aux origines des décisions d'Etat », Arnaud Mercier, *The Conversation*, 22 mars 2020.

**Doc. 3. L'évolution des avis en faveur des mesures appliquées contre la propagation du coronavirus.** Source : « Attitude des citoyens face au Covid », enquête internationale conjointe du CEVIPOF et de Sciences Po, 7-8 avril 2020.



**QUESTIONS**

- Doc. 1. Quelles inégalités sociales la pandémie a-t-elle accentué ? D'un point de vue territorial, le confinement est-il plus tolérable en milieu urbain ou rural ? Justifiez et nuancez votre réponse. Quelle autre inégalité n'est pas mentionnée ?
- Doc. 2. Quelle est la responsabilité de l'Etat dans la pénurie de masques ? Quelles en sont les conséquences ?
- Doc. 3. Quelle est l'évolution des avis ? Comment peut-on l'expliquer ?
- Doc. 4. Quel est l'impact politique de la pandémie ? Que révèlent les autres causes de l'abstention ?
- Doc. 5. Quelles professions le dessinateur a-t-il sélectionné ? Pourquoi et comment sont-elles représentées ? Quelle autre profession aurait pu être dessinée ?

Quelles notions peut-on associer à chacun de ces documents ?

**NOTIONS**

- Lien social** : l'ensemble des relations (familiales, amicales, commerciales, professionnelles, etc...) qui unissent des individus faisant partie d'un même groupe social.
- Rapport social** : interaction entre les personnes.
- Rapport intérêt général - intérêt particulier** : la concordance ou l'opposition entre l'intérêt de la collectivité, de la société toute entière, et l'intérêt spécifique d'un individu ou d'un groupe.
- Responsabilité individuelle et collective** : répondre de ses actes pour un individu (policier par exemple) ou groupe (police par exemple).
- Engagement** : décision volontaire de participer à un projet, une action.
- Abstention** : le fait de ne pas participer à une élection.
- Intégration** : inclusion dans un groupe, une société.
- Exclusion** : fragilisation, perte du lien social.
- Déclassement** : perte d'une position sociale, que ce soit celle de son milieu d'origine, celle que l'individu avait atteint ou celle que laissait espérer le diplôme obtenu.
- Égalité** : accès aux mêmes droits et soumis aux mêmes obligations.
- Équité** : principe qui conduit à corriger des inégalités que subissent des personnes défavorisées au sein d'une société.
- Justice (sociale)** : chercher à corriger les inégalités qui ne sont pas acceptables socialement.
- Solidarité** : sentiment qui pousse des personnes à s'accorder une aide mutuelle.
- Respect** : considération, égard, voir admiration, pour un individu ou une chose.

**Doc. 4. Les raisons de l'abstention record (54,5%) au premier tour des élections municipales de 2020.** Source : *France Info*, 16 mars 2020.



**Doc. 5. Dessin de Maxime Germain.**

Source : « Coronavirus : Vos plus beaux dessins et créations en hommage aux métiers mobilisés pendant le confinement », *20 minutes*, le 5 April 2020.



**Doc. 6. Les professionnels de santé et la pandémie.**

Les Français ne font pas qu'applaudir les professionnels de santé tous les soirs à 20h. Plus de la moitié d'entre eux (55%) estiment nécessaire un effort financier pour revaloriser les salaires des soignants, médicaux et paramédicaux, selon un sondage réalisé par ViaVoice pour le compte de la Fédération de l'hospitalisation privée (FHP).

Un résultat qui reflète la reconnaissance face au dévouement des soignants durant l'épidémie. Ainsi, les Français expriment une bonne opinion à l'égard des paramédicaux à 95%, des médecins à 93%, et font massivement confiance aux établissements dans lesquels ces derniers peuvent exercer, qu'il s'agisse tant des cliniques privées (88%) que des hôpitaux publics (85%). Seuls les laboratoires pharmaceutiques sont en retrait avec une confiance accordée par 59% des Français.

« 55% des Français favorables à une revalorisation des professionnels de santé », Marie-Cécile Renault, *Le Figaro*, 14 mai 2020.

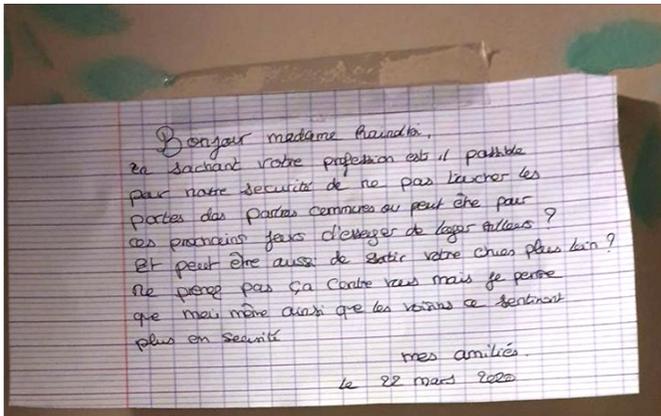
Note. Après la prime exceptionnelle (de 500 à 1500 euros) accordée par le gouvernement, les soignants ont obtenu une revalorisation des salaires de 180 euros net mensuels pour les personnels hospitaliers, hors médecins, à l'horizon mars 2021.

**Doc. 7. Mot de ses voisins adressé à une aide-soignante de Toulouse.**

Source : facebook, 22 mars 2020.



Je me sens obligé de partager ce que je viens de trouver sur ma porte de mon appartement, je suis choquée, dépitée par la connerie des gens.... J'ai pas les mots...



13 K

77 commentaires 15 K partages

**QUESTIONS**

- Doc. 6. Comment se manifeste « la reconnaissance face au dévouement des soignants durant l'épidémie » ?
- Doc. 7. Adoptez le point de vue du voisin et analysez son mot puis mettez vous à la place de l'aide-soignante et analysez sa réaction.
- Doc. 8. Quel impact le confinement a-t-il sur les violences conjugales et pourquoi ? Quelle action est mise en place par le gouvernement pendant le déconfinement et pourquoi ?
- Doc. 9. Quels acteurs font la promotion de la solidarité lors du confinement et à quelles échelles ? Trouvez des exemples d'action solidaire grâce à ce que vous avez, entendu, lu ou vécu pendant le confinement.

**NOTIONS**

Quelles notions peut-on associer à chacun de ces documents ?

**AXES**

- Axe 1 - Fondements et fragilités du lien social.  
Quelles fragilités du lien social les crises récentes traduisent-elles ?
- Axe 2 - Les recompositions du lien social.  
Comment de nouvelles formes de liens sociaux contribuent-elles à définir un nouveau modèle de société ?

A quels axes peut-on associer chacun des 9 documents ?

**Doc. 8. Les violences conjugales pendant le confinement et après.**

Le bilan des violences conjugales pendant le confinement est très mitigé. Marlène Schiappa est revenue dessus ce jeudi matin sur France Inter, en expliquant que la plateforme dédiée aux violences conjugales avait reçu cinq fois plus de signalements lors des deux mois de confinement. Le nombre de plaintes a aussi fortement augmenté, de 36%, pendant ces huit semaines.

Néanmoins, il y aurait eu moins de décès de femmes victimes de violences conjugales pendant le confinement. [...] La secrétaire d'État à l'égalité femmes-hommes reste "très prudente" en raison des "situations dramatiques que l'on pourrait potentiellement découvrir". "Pour l'instant, on en serait à un féminicide tous les 4,2 ou 4,4 jours", alors que "d'habitude", il y a plutôt un féminicide "tous les 2,5 jours".

La protection des victimes semble aussi avoir été plus efficace que d'ordinaire. Ainsi, l'éviction du conjoint violent du domicile a été plus rapide : "en moyenne il a fallu trois heures pour trouver un logement", contre "plus de 48 heures auparavant", explique Marlène Schiappa. La ligne téléphonique destinée aux hommes et aux femmes "qui sentent avoir des accès de colère, de violence" et qui souhaitent bénéficier d'un accompagnement psychologique a reçu 200 appels pendant le confinement.

A l'heure du déconfinement, la secrétaire d'État redoute "qu'il y ait davantage de féminicides" et une "décompensation" des violences faites aux femmes. Un plan de lutte contre le harcèlement de rue va ainsi être mis en place dès lundi. Marlène Schiappa veut que "les arrêts de bus à la demande" soient généralisés le soir et la nuit. Elle prévoit aussi de développer un réseau de lieux sûrs. "Quand vous êtes en danger, un homme vous suit dans la rue, vous vous sentez menacée, vous vous réfugiez dans un endroit partenaire", explique-t-elle. Enfin, elle va réouvrir "dans les prochaines semaines" les différents services de VTC pour qu'un module de lutte contre les violences sexuelles et sexistes" soit créé dans l'examen pour devenir chauffeur.

« Plus de violences conjugales mais moins de féminicides pendant le confinement ? », Mélodie Capronnier, *Au Féminin*, 21 mai 2020.

**Doc. 9. De nouvelles formes de solidarité.**

Sources : pages web de la commune de Loctudy, du Crédit Agricole, du Secours catholique et de la plateforme Énergie partagée.

